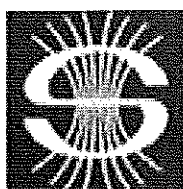


MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2010

EXERCICE 30 JUIN 2011



GROUPE SOUFFLET

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité.....	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	34

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2010

I – ACTIVITE DE MFB

La production au cours de ce semestre est en hausse de + 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent et correspond à l'utilisation à pleine capacité des 4 sites. Les livraisons sont au niveau de la production du semestre ; elles sont en nette augmentation par rapport à l'exercice dernier de + 10 %, grâce aux ventes soutenues sur les Pays Tiers. L'utilisation importante d'orge de la récolte 2009 durant cette 1^{ère} partie d'exercice a permis de maintenir le coût des matières premières, malgré la hausse des cours des céréales sur cette même période. Cependant, les marges brutes unitaires sont en baisse sensible par rapport à l'exercice dernier qui étaient exceptionnellement élevées, mais restent toutefois supérieures aux prévisions budgétaires.

Malgré une augmentation des volumes vendus, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 42.3 M€ au 31/12/2010 en diminution de 7.1 M€ par rapport au 31/12/2009, en corrélation avec la baisse des prix de ventes. Son résultat net social ressort positif à 2.2 M€.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES-CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Globalement, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB ressort à 42.3 M€ et le résultat net, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, est bénéficiaire de 5.5 M€ contre un bénéfice au 31/12/2009 de 7.2 M€.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA a baissé de – 6 % par rapport au 2nd semestre 2009, mais est conforme aux prévisions. Les livraisons du semestre, proches du niveau de la production, sont en hausse de + 4.6 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2009/2010. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 51.2 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 2.3 M€ contre une contribution positive de 5.4 M€ au 31/12/2009.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP est en forte hausse par rapport au 31/12/2009, exercice qui avait été particulièrement décevant ; la pleine production n'ayant toutefois pas encore été retrouvée sur le 1^{er} semestre. Les ventes sont au niveau de la production, en progression de + 78 % par rapport au 31/12/2009, traduisant l'effort important réalisé pour la conquête de nouveaux clients russes. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 10.3 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé représente une perte de (0.5) M€ contre une perte de (2.2) M€ au 31/12/2009.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA a baissé de – 17 % en raison d'un arrêt pendant l'été pour diminuer le niveau des stocks. Les ventes sont en baisse de – 5.6 % par rapport au 2nd semestre 2009 mais restent cependant supérieures à la production de la période. La contribution de cette société au

chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2010 à 15.6 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé s'élève à 1.7 M€ contre une contribution de 2.9 M€ au 31/12/2009.

La malterie de SLAVUTA en Ukraine a enregistré une forte progression de sa production de + 50 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes sont supérieures à la production et progressent de + 15 % par rapport au 31/12/2009 soutenues par une reprise du marché local et des exportations dans la zone. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 16.6 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est légèrement négative de (0,1) M€ contre une contribution positive de 1 M€ au 31/12/2009.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN a également fortement augmenté sur le semestre, multipliée par 3. Les ventes du semestre progressent de + 57 % et restent supérieures à la production. La demande a bien progressé tant sur le marché local que dans la région d'Asie Centrale. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 10.9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0.8) M€ contre une contribution négative de (1.4) M€ au 31/12/2009.

La production de la filiale serbe MALTINEX est en baisse de - 28 % sur ce 1^{er} semestre ; un arrêt ayant été nécessaire durant l'été pour réduire les stocks dans un marché en baisse. Les ventes, légèrement supérieures à la production, diminuent quant à elles de - 8 %. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 9.1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 0.1 M€ contre une contribution positive de 0.3 M€ au 31/12/2009.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA à Buzau a baissé de - 12 % sur le semestre par rapport à l'exercice dernier, pour diminuer les stocks face à un marché local en berne. Les livraisons sont au niveau de la production ; toutefois la progression des livraisons n'est pas représentative car le 1^{er} semestre 2009/2010 correspondait à la mise en service du site. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 12.7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 3.4 M€ contre une contribution négative de (0.9) M€ au 31/12/2009.

La production de MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG est également en baisse de - 20 % par rapport au 31/12/2009. Cependant, les volumes de vente du semestre progressent de + 14 %. La contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 4.4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 0.5 M€ contre une contribution positive de 0.3 M€ au 31/12/2009.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM est de 130.8 M€ au 31/12/2010 contre 134.8 M€ au 31/12/2009. Le résultat opérationnel est de 8.0 M€ au 31/12/2010 contre 9.8 M€ au 31/12/2009. Les produits et charges financiers affichent une perte de (1,5) M€ au 31/12/2010 contre une perte de (6.3) M€ au 31/12/2009. Le résultat net est bénéficiaire de 6.0 M€ au 31/12/2010 contre un bénéfice de 3.3 M€ au 31/12/2009.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer la production sur les mois qui viennent. Les livraisons devraient rester soutenues jusqu'à la fin de l'été. Cependant, les marges brutes devraient continuer de baisser. La hausse du cours de matières premières va progressivement impacter les prix de revient et la forte concurrence sur le marché commence à peser sur les marges commerciales.

En Europe Centrale, tous les marchés de la bière sont toujours en baisse à fin Décembre 2010, pesant sur la demande de malt. Bien que nous pensons pouvoir continuer à gagner des parts de marché et augmenter nos volumes de vente par rapport à l'exercice 2009/2010, l'objectif budgétaire ne sera très

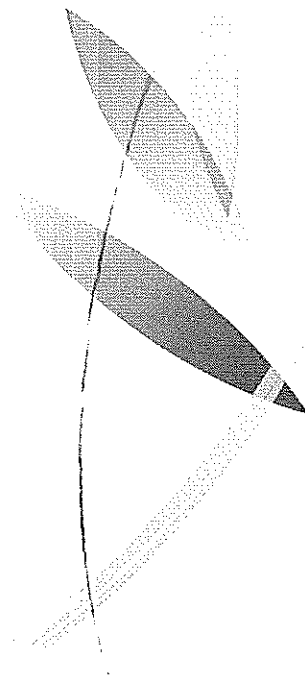
vraisemblablement pas atteint. Les marges brutes seront également impactées par les difficultés d'approvisionnement en orge dans certains pays après la très mauvaise récolte 2010, nous obligeant à devoir importer à un coût supérieur. La rentabilité de cette zone sera fortement impactée, dégradant les résultats attendus pour l'exercice 2010/2011 par rapport à l'exercice précédent.

Dans la zone C.E.I., la situation s'est améliorée par rapport au 1^{er} semestre 2009/2010 qui fut l'une des plus mauvaises périodes que nous ayons traversée. Les marchés sont mieux orientés en Ukraine et en Asie Centrale, mais restent difficiles en Russie. La récolte d'orge 2010 a été également très mauvaise dans cette zone, obligeant l'import massif d'orge d'U.E. pour assurer le fonctionnement des outils. Cela va fortement peser sur la rentabilité du 2nd semestre 2010/2011. Les résultats attendus pour la zone devraient être encore très faibles, mais ils devraient cependant bien progresser par rapport à l'exercice précédent, grâce à une meilleure activité.

IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

La filiale tchèque BMC, société n'ayant aucune activité de production et de commercialisation de malt, est actuellement en cours de cession, la finalisation de cette dernière devrait intervenir au cours de ce semestre.

COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31/12/2010



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2010

(en K€uros)	Notes	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	387	428	407
Immobilisations corporelles	5	27 444	27 101	27 575
Participation dans les entreprises associées	6	91 879	79 247	88 130
Autres actifs non courants	7	6 461	6 248	5 620
Actifs non courants		126 171	113 024	121 732
Stocks et en-cours		11 858	14 609	16 127
Clients et autres débiteurs		5 609	5 245	9 149
Créances d'impôt		776	0	0
Autres actifs courants		6	89	705
Instruments de trésorerie - Actif		63	377	48
Trésorerie	8	458	762	306
Actifs courants		18 770	21 082	26 335
TOTAL DE L'ACTIF		144 941	134 106	148 067
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		86 314	76 565	85 559
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(1 711)	(4 492)	(2 514)
Capitaux propres (Part du groupe)		116 104	103 574	114 546
Capitaux propres		116 104	103 574	114 546
Emprunts et dettes financières	8	449	724	414
Provisions pour retraites et engagements similaires	9	804	759	790
Autres provisions non courantes	9	1 239	1 436	1 251
Impôts différés	10	6 541	6 558	6 428
Autres passifs non courants		5	14	9
Passifs non courants		9 038	9 491	8 892
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	334	1 590	613
Instruments de trésorerie - Passif		4	44	260
Comptes courants - Passif	8	10 879	9 314	7 756
Provisions (part à -1 an)	9	538	604	393
Fournisseurs et autres créditeurs		8 029	7 286	12 624
Dettes d'impôts		0	2 187	2 973
Autres passifs courants		15	16	10
Passifs courants		19 799	21 041	24 629
TOTAL DU PASSIF		28 837	30 532	33 521
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		144 941	134 106	148 067
(1) dont résultat de l'exercice part du Groupe		5 517	7 193	16 188

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2010

<i>(en K€uros)</i>	Notes	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
COMPTE DE RESULTAT				
Produits des activités ordinaires	11	42 317	49 440	93 335
Autres produits de l'activité	12	2 182	1 603	5 978
Achats consommés		(31 320)	(34 698)	(66 718)
Charges externes		(5 209)	(5 085)	(10 473)
Charges de personnel		(2 173)	(2 251)	(4 581)
Impôts et taxes		(769)	(795)	(1 577)
Amortissements et provisions	15	(1 037)	(1 003)	(2 047)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(185)	831	(2 124)
Autres produits et charges opérationnels courants		(107)	(31)	(50)
Résultat opérationnel courant		3 699	8 011	11 743
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	(132)	(76)	189
Résultat opérationnel		3 567	7 935	11 932
Coût de l'endettement financier		(133)	(253)	(493)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	17	2 946	1 884	8 790
Autres produits financiers		496	787	621
Autres charges financières		(53)	(436)	(804)
Résultat avant impôt		6 823	9 917	20 046
Charge d'impôt	16	(1 306)	(2 724)	(3 858)
Résultat		5 517	7 193	16 188
Part du Groupe		5 517	7 193	16 188
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		11,1	14,5	32,6
Résultat Net dilué par action en euro		11,1	14,5	32,6

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2010

(en K€uros)	Notes	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		5 517	7 193	16 188
Ajustements				
Résultat des sociétés mises en équivalence		(2 946)	(1 884)	(8 790)
Dotation aux amortissements et provisions		1 182	1 015	1 696
Plus et moins values de cession		(13)		142
Dividendes (titres non consolidés)			(48)	(48)
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(270)	(74)	288
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	18	(7)	(25)	(6)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		3 463	6 177	9 470
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		1 306	2 724	3 858
Coût de l'endettement financier		133	253	493
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		4 902	9 154	13 821
Variation du BFR	19	3 208	(722)	(812)
Impôts versés		(4 942)	(1 471)	(1 769)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		3 168	6 961	11 240
Coût d'acquisition des titres	1		(2 166)	(2 166)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(885)	(489)	(1 988)
Variation des actifs financiers		(153)	(153)	
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		13		
Dividendes reçus (titres non consolidés)			48	48
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(1 025)	(2 760)	(4 106)
Augmentation de capital				
Emission d'emprunts		69	28	34
Remboursement d'emprunts		(24)	(141)	(1 057)
Intérêts financiers nets versés		(128)	(244)	(801)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(4 735)		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(4 818)	(357)	(1 824)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		(2 675)	3 844	5 310
Trésorerie d'ouverture	8	(7 808)	(13 118)	(13 118)
Trésorerie de clôture	8	(10 483)	(9 274)	(7 808)
Variation de trésorerie		(2 675)	3 844	5 310

ÉTAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2010

(en K€uros)	Notes	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Résultat net		5 517	7 193	16 188
Écarts de conversion (*1)		803	(385)	1 593
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		803	(385)	1 593
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		6 320	6 808	17 781
	Dont part du groupe	6 320	6 808	17 781
	Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0

(*1) Ecarts de conversion provenant uniquement des entreprises mises en équivalence

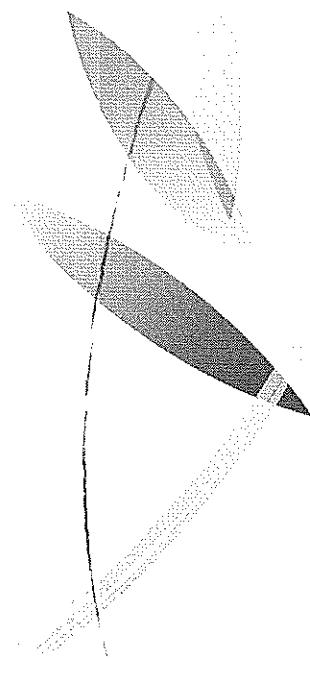
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe				Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres			
Situation au 30 juin 2009	15 123	16 378	69 287	(4 022)	96 766		96 766
<i>Résultat net</i>			16 188		16 188		16 188
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				1 593	1 593		1 593
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			16 188	1 593	17 781		17 781
Variation de périmètre			85	(85)			
Autres mouvements			(1)		(1)		(1)
Situation au 30 juin 2010	15 123	16 378	85 559	(2 514)	114 546		114 546
<i>Résultat net</i>			5 517		5 517		5 517
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				803	803		803
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			5 517	803	6 320		6 320
Dividendes			(4 762)		(4 762)		(4 762)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2010	15 123	16 378	86 314	(1 711) (a)	116 104		116 104

(a) dont réserve de conversion (1 711) K€

ANNEXES
AUX COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31/12/2010



SOMMAIRE



- NOTE 1 – Périmètre de Consolidation
- NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture
- NOTE 3 – Principes Comptables
- NOTE 4 – Immobilisations incorporelles
- NOTE 5 – Immobilisations corporelles
- NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées
- NOTE 7 – Autres actifs non courants
- NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette
- NOTE 9 – Provisions
- NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan
- NOTE 11 – Information sectorielle
- NOTE 12 – Accord de péréquation
- NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants
- NOTE 14 – Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie
- NOTE 15 – Amortissements et Provisions
- NOTE 16 – Impôts Sociétés
- NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées
- NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie
- NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement
- NOTE 20 – Transactions avec les parties liées
- NOTE 21 – Dettes garanties par des sûretés réelles
- NOTE 22 – Montant des engagements financiers
- NOTE 23 – Gestion des risques
- NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Le périmètre consolidé se résume quantitativement comme suit :

Intégration globale	1
Intégration proportionnelle	-
Société mise en équivalence	1
	<hr/>
Total	2

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2011.

Société mère

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	100.00	100.00

Sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

Le principal actionnaire hors Groupe détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2010. La société MFB consolide de ce fait la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence.

Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
BMC AKCIOVA SPOLECNOST	140 00 Praha REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	98.51
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	93.24

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0,09 % des titres de Slavuta Malting Plant.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1^{er} juillet 2010 et finissant le 30 juin 2011. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros pour la période du premier semestre de l'exercice 2010/2011.

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 décembre 2010 du Groupe MFB sont réalisés conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS : International Financial Reporting Standards tels qu'adoptés par l'Union Européenne (règlement 1606/2002 du Conseil Européen du 19 juillet 2002).

Les nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS applicables pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2010 n'ont pas eu d'impact dans les comptes de la période.

Les états financiers présentés ci-après ne tiennent pas compte des révisions de normes non encore approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable Européen, ni des projets de normes en cours au niveau de l'IASB (International Accounting Standards Board), ni des normes et interprétations publiées mais non entrées en vigueur.

Par ailleurs, la société n'a pas identifié de normes la concernant approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable Européen et pouvant être appliquées par anticipation au 1er juillet 2010.

Pour rappel, la Loi de Finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Au 30 Juin 2010, le groupe a conclu que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Notamment, la CET reste calculée sur des bases mixtes comprenant des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un résultat imposable au sens de la norme IAS 12, comme la valeur locative foncière des actifs immobiliers.

Le groupe a donc considéré qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux contributions sont donc classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport au classement retenu pour la taxe professionnelle.

ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

Pour l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que la détermination de certaines provisions et les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La Direction revoit régulièrement ces estimations et appréciations sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Ces estimations concernent principalement la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs et le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme.

CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIE ETRANGERE

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes de bilan des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au taux de clôture. Le compte de résultat et les flux du tableau de flux de trésorerie sont convertis au taux moyen. La différence de change entre la conversion du compte de résultat au taux moyen et sa conversion au taux de clôture est inscrite au poste « Capitaux propres » dans la rubrique « Écarts de conversion ». Il en est de même pour la différence de change constatée lors de la conversion des capitaux propres d'ouverture au taux de clôture. Aucune filiale du groupe n'est présente dans un pays considéré à forte inflation.

Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

Écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS

Le groupe a retenu l'option offerte par la norme IFRS 1 en remettant à zéro les écarts de conversion précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros. Le montant existant au 30 juin 2004 a été reclassé en réserves, sans impact sur les capitaux propres du groupe. Il ne sera donc pas tenu compte dans les résultats de cessions futures d'entités consolidées ou associées des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS.

ECARTS D'ACQUISITION

Le groupe n'avait pas d'écarts d'acquisition positifs à la date de la première application des normes IFRS, 1^{er} juillet 2004. Le rachat successif de minoritaires a généré des écarts d'acquisition positifs. (Note 6)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt, le groupe utilise des instruments dérivés conclus avec des contreparties de premier rang.

Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêts, achats et ventes de caps et de floors dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Règles de couverture

En matière de risque de change : le principe appliqué au sein du groupe est de couvrir, lorsque le marché et la législation locale le permettent, les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales.

En matière de risque de taux : le principe est de couvrir, au niveau d'une filiale spécialisée, sous forme de macro-couverture, tout ou partie des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

Méthodes de comptabilisation

Les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

ELIMINATION DES COMPTES INTRA-GROUPE

Toutes les transactions et tous les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées par intégration globale sont éliminées. Les opérations internes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles, les durées d'amortissement pratiquées sont conformes à la durée d'utilisation des biens concernés :

- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

La décomposition a été réalisée selon la méthode de reconstitution du coût historique amorti.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en « Autres actifs non courants » pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des écarts d'acquisition positifs est testée chaque année.

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Le Groupe a défini des indicateurs de perte de valeur et surveille ces indices au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Chaque entité du Groupe générant ses propres flux de trésorerie, il a donc été défini comme règle de retenir l'entité juridique comme équivalent UGT.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition positifs a été affectée aux différentes UGT définies.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur pour un actif ou une UGT, leur valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition positif affecté à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Les provisions pour risques et charges constituent des passifs dont les échéances ou les montants ne sont pas fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Engagements retraites et avantages au personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en compte de résultat « Charges de personnel » les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Par ailleurs, certains engagements de retraite mis en place dans le groupe sont des régimes à prestations définies et font par conséquent l'objet d'une évaluation selon la méthode des unités de crédit projetées, en respect de la norme IAS 19 – *Avantages au personnel*. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Le groupe utilise la méthode du « Corridor » selon laquelle seuls les écarts actuariels représentant plus de 10 % des engagements ou des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés. Le Groupe a fait le choix de ne pas utiliser le dernier amendement d'IAS 19 permettant de comptabiliser directement en capitaux propres les écarts actuariels.

Les hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans (durée de l'engagement calculée en 2005).
Le taux retenu au 31 décembre 2010 de 4,40 % provient des indices Iboxx (corporate AA).
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices.
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3 % pour toutes les catégories de salariés.
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2000/2002 Masculine et Féminine ont été retenues.
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur.
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

Résultat des opérations faites en commun

Un accord de péréquation a été conclu entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE). Cet accord permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique. Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Résultat opérationnel courant

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou événements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en KEuros)	01/07/2010	Acquisitions	Cessions	31/12/2010
Autres immobilisations incorporelles	635	2		637
TOTAL	635	2		637

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2010	Dotations	Reprises	31/12/2010
Amt/Dépr. Autres immo. incorp.	(228)	(22)		(250)
Total Dépr. et Amort.	(228)	(22)		(250)
Total Net	407			387

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2010	Acq.	Cess.	Recl.	31/12/2010
Terrains	923				923
Constructions	30 856	127		271	31 254
Installations tech, matériel & outillage	40 436	115	(84)	922	41 389
Autres immobilisations corporelles	335				335
Immobilisations corporelles en cours	1 927	642		(1 342)	1 227
Total Brut	74 477	884	(84)	(149)	75 128

Le solde de la colonne « Reclassement » correspond à la mise au rebut de matériels remplacés.

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2010	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2010
Amort. Dépréciat. des constructions	(19 415)	(341)			(19 756)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(27 198)	(669)	84	149	(27 634)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(289)	(5)			(294)
Total Amortiss. et dépréciations	(46 902)	(1 015)	84	149	(47 684)
Total Net	27 575				27 444

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2010.

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2010 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Actif	
Total immobilisations	187 502
Autres actifs non courants	2 129
Actif courants	178 401
Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾	819
Total	368 851
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 6 175 k€)	191 979
Participations ne donnant pas le contrôle	5 662
Emprunts et dettes assimilées non courants	28 399
Autres passifs non courants	7 075
Passifs courants	135 736
Total	368 851

(1) Les actifs destinés à être cédés correspondent à la valeur nette comptable des actifs de la filiale tchèque BMC, actuellement en cours de cession, l'opération devant se concrétiser au cours des prochaines semaines. En conséquence, l'application d'IFRS 5 n'a pas d'autre impact que celui-ci sur les comptes consolidés de la CIM.

Pour MFB la quote part des capitaux propres de CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

	191 979 K€ x	47,71 %	= 91 599 K€
Ecart d'acquisition sur titres CIM acquis :			280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :			91 879 K€

NOTE 7 – Autres actifs non courants

La variation des autres actifs financiers en valeurs brutes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2010	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2010
Autres créances ratt à des participat. > 1 an	5 000	153		688		5 841
Titres immobilisés (non courants)	557					557
Prêts > 1 an	59					59
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95					95
TOTAL	5 711	153	0	688	0	6 552

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2010	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2010
Prov. autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
TOTAL	(91)	0	0	0	0	(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital :

(en K€uros)	valeur brute	dépréciation	valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	date clôture
Secobra recherches	544		544	10,33%	17 808	241	30/06/2010
GIAC	13		13	0,23%	5 847	29	31/12/2009
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Autres créances ratt à des participat. > 1 an	5 841	5 841	
Prêts > 1 an	59	59	
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95		95

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2010	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2010
Emprunts et dettes financières non courants					
Emprunts > 1 an	285			(11)	274
Participation des salariés > 1 an	129	69	(12)	(11)	175
TOTAL	414	69	(12)	(22)	449
Emprunts courants et concours bancaires					
Participation des salariés < 1 an				11	11
Emprunts < 1 an	252		(11)	11	252
Intérêts courus sur emprunts	3	8	(3)		8
Concours bancaires (trésorerie passive)	356	(295)			61
Intérêts courus non échus - passif	2	(1)			1
Instruments de trésorerie - passif	260	(255)			5
TOTAL	873	(543)	(14)	22	338

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Emprunts > 1 an	274	
Participation des salariés > 1 an	175	
TOTAL	449	

L'endettement financier net est :

	01/07/2010	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	31/12/2010
<i>(en K€uros)</i>					
Trésorerie Brute	306	152			458
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(7 755)	(3 124)			(10 879)
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(359)	296			(63)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	(7 808)	(2 676)			(10 484)
Dettes financières courantes	(252)	11	(11)		(252)
Dettes financières non courantes	(285)		11		(274)
Intérêts courus sur emprunts	(3)	(5)			(8)
Total des dettes financières	(540)	6	0		(534)
DETTE NETTE	(8 348)	(2 670)	0	0	(11 018)

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

Les instruments de trésorerie actif et passif en ont en revanche été exclus au 31 décembre 2010 [variation 270] comme au 30 juin 2010 [variation (433)].

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

	01/07/2010	Dot.	Rep. résult. Prov. utilisées	Rep. Réserves Prov. sans objet	Recl.	31/12/2010
<i>(en K€uros)</i>						
Provisions pour retraites et engagements similaires	790	36	(22)			804
Provisions pour pertes sur contrats > 1 an	69		(69)			
Autres provisions pour risques > 1 an	32					32
Provisions pour restructurations > 1 an	1 149				58	1 207
Total des autres provisions non courantes	1 250		(69)		58	1 239
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an		171				171
Provisions pour restructurations < 1 an	393	155	(123)		(58)	367
Total des provisions (part à -1 an)	393	326	(123)		(58)	538
Total prov. risques et charges	2 433	362	(214)			2 581

Une partie des restructurations a été reportée et donc reclassée en « Provisions pour restructurations > 1 an »

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
<i>(impôts différés en K€uros)</i>						
Immobilisations corporelles	(33)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur			(70)	19	111	
Clients et autres débiteurs					25	
Provisions réglementées				7 113	6 958	7 052
Provisions non déductibles	(593)	(538)	(571)			
Ecart de conversion	(6)				5	16
Autres éléments	(2)	(12)	(8)			
Déficits fiscaux reportables						
Dettes (créances) fiscales	(633)	(583)	(682)	7 174	7 141	7 110
Compensation	633	583	682	(633)	(583)	(682)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				6 541	6 558	6 428

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

<i>(bases en K€uros)</i>	30/06/2010	Comptabilisé en résultat	31/12/2010
Immobilisations corporelles	27		27
Actifs financiers à la juste valeur	(211)	270	59
Clients et autres débiteurs			
Provisions réglementées	21 157	183	21 340
Provisions non déductibles	(1 714)	(64)	(1 778)
Ecart de conversion	50	(66)	(16)
Autres éléments	(24)	18	(6)
Déficits fiscaux reportables			
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	19 285	341	19 626
Effet impôt différé	6 428		6 541

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

Information sectorielle : analyse par Zone Géographique (en K€uros)

	France	Union Européenne Hors France	Communauté des Etats Indépendants	Autres pays d'Europe	Asie	Reste du monde	Total
31/12/2010 (1er semestre 2010/2011)							
Chiffres d'affaires	36 217	312			4 727	1 061	42 317
Actifs sectoriels	144 941						144 941
Résultat opérationnel	3 567						3 567
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(885)						(885)
31/12/2009 (1er semestre 2009/2010)							
Chiffres d'affaires	41 756	683		12	5 941	1 048	49 440
Actifs sectoriels	134 106						134 106
Résultat opérationnel	7 935						7 935
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(489)						(489)
30/06/2010							
Chiffres d'affaires	78 291	12	1 051	2 258	10 931	792	93 335
Actifs sectoriels	148 067						148 067
Résultat opérationnel	11 932						11 932
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 988)						(1 988)

NOTE 12 – Accord de péréquation

La société MFB a comptabilisé sur la période dans le poste "Autres produits de l'activité opérationnels courants" du compte de résultat consolidé, au titre de l'accord de péréquation décrit à la note 3, un produit de 2 182 K€.

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Produits de cession d'immobilisations corporelles	14		
Frais de restructuration	(279)	(107)	(250)
Taxes foncières et professionnelles			(93)
Autres			(8)
Dotations et reprises aux provisions créances d'exploitation		(3)	
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	123	111	577
Dotations et reprises except. sur immobilisations		(91)	(94)
Transferts de charges	10	14	57
TOTAL	(132)	(76)	189

NOTE 14 – Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2010/2011.

NOTE 15 – Amortissements et Provisions

Le poste d'amortissements et de provisions au compte de résultat se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Dotations aux amortissements et provisions immo. incorporelles	(22)	(21)	(42)
Dotations aux amortissements et provisions immo. corporelles	(1 015)	(982)	(2 005)
TOTAL	(1 037)	(1 003)	(2 047)

NOTE 16 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2010 au 31/12/2010, qui s'élève à 1 306 K€, se répartit comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Impôts différés	113	57	(73)
Impôts sur les bénéfices	1 193	2 667	3 931
TOTAL	1 306	2 724	3 858

Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %. Le taux futur sera de 33,33 %.

<i>(en K€uros)</i>	
Résultat net (gain)	5 517
Charge d'impôt comptabilisée	(1 306)
Résultat avant impôt	6 823
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(2 274)
Impact de la contribution complémentaire	(14)
Impact lié aux Stés mise en équivalence	982
Incidence de situations fiscales particulières	968
Charge d'impôt réelle	(1 306)

NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010.

(en K€uros)	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Produits des activités ordinaires	130 781	134 812	287 107
Autres produits de l'activité	118	69	457
Achats consommés	(96 804)	(95 784)	(193 507)
Charges externes	(14 810)	(15 153)	(30 658)
Charges de personnel	(4 509)	(4 419)	(9 474)
Impôts et taxes	(462)	(474)	(1 533)
Amortissements et provisions	(9 508)	(7 574)	(11 434)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	3 309	(1 312)	(14 459)
Autres produits et charges opérationnels courants	(230)	(211)	(2 230)
Résultat opérationnel courant	7 885	9 954	24 269
Autres produits et charges opérationnels non courants	94	(160)	1 036
Résultat opérationnel	7 979	9 794	25 305
Résultat des équivalents de trésorerie	9	(149)	8
Coût de l'endettement financier brut	(2 087)	(3 060)	(5 331)
Coût de l'endettement financier net	(2 078)	(3 209)	(5 323)
Autres produits et charges financiers	611	(3 121)	(1 285)
Résultat avant impôt	6 512	3 464	18 697
Charge d'impôt	(522)	(134)	(1 628)
Résultat après impôt	5 990	3 330	17 069
Part du Groupe	6 175	3 949	18 422
Part des participations ne donnant pas le contrôle	(185)	(619)	(1 354)

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

6 175 K€ x 47,71 % 2 946 K€

NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2010
Ecarts de conversion actifs retraités en charges / Créances clients	(7)
Total	(7)

NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Stocks	4 269	10 323	8 805
Clients et débiteurs divers (*)	3 559	1 473	(2 424)
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(4 620)	(12 518)	(7 192)
TOTAL	3 208	(722)	(811)

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

NOTE 20 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Produits opérationnels	35 385	42 247	82 528
Charges opérationnelles	(17 466)	(18 833)	(41 896)
Autres produits financiers	168	21	338
Autres charges financières	(104)	(176)	(315)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2010	31/12/2009	30/06/2010
Créances rattachées à des participations	5 842	5 538	5 688
Comptes courants - Actif		50	
Clients et autres débiteurs	844	3 066	7 619
Comptes courants - Passif	(10 879)	(9 314)	(7 756)
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 770)	(1 376)	(3 600)

Par ailleurs, MFB a distribué 4 762 K€ de dividendes à sa société mère et aux autres actionnaires.

NOTE 21 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 22 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés

Cautions :

NEANT

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération d'une durée de 12 ans (Saint Saulve, Brazey, Prouvy) avec des partenaires industriels. Les cogénérateurs sont construits à côté des malteries utilisatrices.

Un cogénérateur permet la production combinée de chaleur et d'électricité. Le fonctionnement et le statut des cogénérateurs sont régis par l'arrêté du 23 janvier 1995. La cogénération se caractérise par un excellent rendement énergétique. Elle permet des économies d'énergie primaire par rapport à des productions distinctes d'électricité (centrales électriques) et de chaleur (chaudières des utilisateurs). Afin de favoriser le développement de ce dispositif, les pouvoirs publics ont instauré différents avantages fiscaux. Par ailleurs, EDF a une obligation d'achat permanente de l'électricité produite par les cogénérateurs.

Pour bénéficier de ces dispositions, les installations de cogénération doivent obtenir un "certificat de conformité", établi par l'administration, qui atteste le respect des caractéristiques suivantes :

- Rendement énergétique global de 65 % minimum (pour 100 KWH de gaz utilisé, 65 KWH d'énergie-chaleur+électricité-produite),
- Rapport chaleur / force supérieur à 50 %
- Utilisation effective de la chaleur produite.

MFB s'est engagé, dans le cadre de ces contrats, à consommer au minimum 65 % de la chaleur produite par le cogénérateur, cette condition étant nécessaire au statut de cogénérateur. L'électricité produite par le cogénérateur est intégralement achetée par EDF.

MFB peut à tout moment décider d'arrêter son activité sur le site où se trouve le cogénérateur, moyennant le versement d'indemnités de résiliations, et peut donc de facto mettre fin à l'activité de l'installation de cogénération quand il l'entend. Toutefois, dans ce cas, l'installation est conservée par le partenaire.

Engagements de paiements de chaleur restant à courir sur les contrats :

BRAZEY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix moyen actuel saison 10/11 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2010-2011	9 000	11	99 000
2011-2012	5 485	11	60 335
Total			159 335

PROUVY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix actuel déc- 2010 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2010-2011	18 600	13,29	247 194
2011-2012	18 600	13,29	247 194
Total			494 388

SAINT SAULVE	Engagement	Prix actuel déc-	Somme due/prix
	d'enlèvement MWh/an	2010 €/MWh	actuel €/an
2010-2011	6 200	12,46	77 252
2011-2012	4 960	12,46	61 802
Total			139 054

Engagements reçus

NEANT

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant l'exercice aux mandataires sociaux par les sociétés du groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 23 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change « vanille » ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque de taux d'intérêts

Le résultat du Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de variations des taux d'intérêt. Dans le cadre de sa politique générale, le Groupe arbitre en tout ou partie ce risque en utilisant notamment des swap de taux d'intérêt, des options de type caps, floors ou des combinaisons de ces deux instruments.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de crédit

Dans le cadre de ses activités de marché, le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Compte tenu de la dégradation récente des notations des résultats des établissements de crédit et de la difficulté de compréhension de leurs états financiers, il a été décidé de réduire le nombre des contreparties aux seuls intermédiaires financiers avec lesquels le Groupe est en relations habituelles, notamment en matière de financement.

Dans ce contexte, le Groupe ne prévoit pas dans un horizon prévisible de défaillances de contreparties ayant une incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de fluctuation des matières premières. Afin de limiter son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée dans chaque division, et mensuelle en session élargie regroupant toutes les divisions du Groupe SOUFFLET. Les positions matières premières sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de l'exercice est de 34 746 € au titre du contrôle légal des comptes.

CONSTANTIN ASSOCIES
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu
185, avenue Charles de Gaulle
92524 – NEUILLY SUR SEINE

KPMG AUDIT
1, cours Valmy
92923 – PARIS LA DEFENSE

MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.

Quai du Général Sarrail

10400 – NOGENT SUR SEINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE

Période du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2010

SOMMAIRE

RAPPORT

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

- 0 -

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010

MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.

Quai du Général Sarrail

10400 – NOGENT SUR SEINE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly sur Seine et Paris la Défense, le 28 février 2011

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

KPMG AUDIT
Département de KPMG S.A.

Laurent Levesque
Associé

Alphonse Delaroque
Associé